

RAPPORT DU PRÉSIDENT NATIONAL

Juin 2012 – Septembre 2012

Consœurs et confrères,

Le troisième trimestre de 2012, notre saison estivale, a été tout sauf tranquille pour les membres du SCFP.

En Ontario, le gouvernement minoritaire libéral a proposé une loi qui anéantit le droit à la négociation collective de tous les syndicats du secteur scolaire public, dont font partie quelque 55 000 travailleuses et travailleurs de soutien du SCFP (de plus amples détails suivront dans le présent rapport). Bien que le Canada soit officiellement en période post-récession, l'austérité demeure à l'ordre du jour pour de nombreux gouvernements. Le remboursement des déficits causés par les très nécessaires programmes de relance économique mis en œuvre de 2009 à 2010 est maintenant imposé aux employés du secteur public, pendant que les grandes entreprises, dont beaucoup ont bénéficié de réductions d'impôts, sont assises sur plus de 525 milliards de dollars de liquidités qu'elles n'investissent ni dans l'expansion, ni dans la création de nouveaux emplois.

Quelques sections locales ont dû dresser des piquets de grève à cause des concessions sans précédent exigées par leurs employeurs. D'innombrables autres étaient à la table de négociation, dans un très difficile climat d'austérité et de restriction.

Les premiers ministres des provinces et territoires du Canada se sont réunis, comme ils le font chaque été, à Halifax. À l'évidence, toutes les régions sont de plus en plus préoccupées par l'attitude d'austérité adoptée par le gouvernement Harper. J'ai assisté à cette rencontre des premiers ministres avec le CTC et les dirigeants de certaines fédérations du travail et nous avons passé deux jours à faire pression sur les leaders dans des dossiers clés comme la santé, l'environnement, la péréquation et, bien sûr, notre campagne « La sécurité de la retraite pour tous ».

Les citoyens du Québec sont allés aux urnes. Exaspérés par le Parti libéral de Jean Charest embourbé dans les scandales, les électeurs ont élu un nouveau gouvernement minoritaire du Parti Québécois. Nos membres du Québec devront demeurer vigilants car le tout nouveau parti politique du Québec, la Coalition Avenir Québec (CAQ), a fait campagne avec un programme d'austérité qui comprenait notamment la mise à pied de milliers de travailleuses et travailleurs d'Hydro-Québec.

À la fin d'août, j'ai été invité à prendre la parole au congrès des Travailleurs canadiens de l'automobile, à Toronto. À ce congrès historique, les TCA ont voté à l'unanimité en faveur de la poursuite du processus de fusion avec le Syndicat des communications, de l'énergie et du papier (SCEP). Le SCEP tiendra son propre congrès en octobre et étudiera une motion de fusion similaire pour créer un nouveau syndicat qui, avec ses 300 000 membres, deviendra le plus grand syndicat du secteur privé au Canada en 2013. Cette importante initiative vise à promouvoir la syndicalisation des travailleuses et travailleurs non syndiqués et à stopper le déclin de la densité syndicale dans le secteur privé au pays.

J'ai eu le plaisir et le privilège de participer, avec des membres du SCFP et des centaines d'autres, au défilé et au pique-nique annuels de la fête du Travail à Ottawa. J'ai remercié tous les gens du SCFP que j'ai rencontrés au défilé d'Ottawa et, maintenant que plus de la moitié de l'année 2012 est entamée, je les remercie encore sincèrement pour tout ce qu'ils font au nom de nos membres et pour les services publics essentiels qu'ils fournissent jour après jour, d'un bout à l'autre du Canada.

1. Négociations collectives et grèves

Comme je l'ai dit au début du présent rapport, l'austérité est à l'ordre du jour dans la majorité du secteur public au Canada. Notre syndicat a constaté une diminution des accords négociés. À l'heure actuelle, plus de la moitié de nos 3 900 conventions collectives sont ouvertes ou le seront d'ici la fin de l'année. Il faut plus de temps pour renouveler les conventions et les règlements salariaux tirent de l'arrière dans la majeure partie du secteur public par rapport au secteur privé.

Comme le montre le tableau qui suit, près de 1000 membres de trois sections locales en Ontario ont été en grève pendant la période visée par le présent rapport :

PROVINCE	S. locale	EMPLOYEUR	N^b de MEMBRES	Début de la grève	Durée
Ontario	966	Ontario au travail région de Peel	359	3 mai	68 jours
Ontario	4989	Ontario au travail région de Renfrew	22	10 mai	91 jours
Ontario	3393	St. Christopher House	200	29 mai	8 jours
Ontario	966	Ontario au travail région de Peel	282	4 juin	52 jours
Ontario	966	Transhelp région de Peel	80	10 juin	30 jours

Les membres de la section locale 966 de la municipalité régionale de Peel, répartis dans trois unités de négociation, ont dû déclencher la grève pour protéger leurs conventions collectives existantes et obtenir les gains salariaux accordés aux municipalités comparables. Incidemment, ces municipalités comparables sont les mêmes municipalités qui forment la région de Peel.

Comme ce fut le cas dans les dernières négociations à Toronto, la région de Peel a fait savoir aux membres de l'unité d'Ontario au travail que s'ils n'acceptaient pas l'offre finale inférieure sur la table, les conditions d'emploi des membres du SCFP seraient changées unilatéralement. Bien entendu, les trois unités ont dû faire la grève.

Les membres ont pu faire reculer l'employeur sur les concessions grâce à leur moyen d'action, mais ont été incapables d'obtenir les hausses salariales souhaitées.

Après trois mois de grève, les membres de la section locale 4989, Ontario au travail du comté de Renfrew, ont signé un protocole prévoyant quelques réductions au chapitre des avantages sociaux. Les 22 membres de cette section locale affrontaient un employeur très difficile qui a, dès le départ, refusé de bouger sur sa position initiale dans tous les enjeux d'importance. À notre avis, cette grève avait plus à voir avec des représailles contre le SCFP qu'avec la réalité économique. L'employeur a refusé des clauses qu'il avait pourtant accordées à ses travailleuses et travailleurs non syndiqués. Et il est tout aussi troublant que l'employeur ait prolongé cette grève de deux semaines tout simplement parce qu'il n'a pas tenu son vote de ratification dans les délais prescrits.

Près de 200 membres de la section locale 3393, St. Christopher House, à Toronto, ont dû descendre dans la rue lorsque l'employeur a provoqué une grève en proposant une convention collective de cinq ans, sans hausses salariales et avec d'importantes concessions au chapitre des avantages sociaux. Nos membres ont pu se débarrasser des concessions après huit jours de grève.

À sa réunion de septembre, notre Conseil exécutif national a discuté de négociations et des défis que nous devons relever. Nous avons unanimement réaffirmé notre appui à la politique sur les négociations collectives annexée au présent rapport.

Les comités de négociation doivent plus que jamais travailler en étroite collaboration avec leurs conseillères et conseillers syndicaux et les sections locales du SCFP doivent se soutenir les unes les autres et coopérer au sein de nos structures de divisions provinciales.

2. Scène fédérale et Congrès du travail du Canada (CTC)

Collège canadien des travailleurs

J'ai encore une fois eu le grand privilège d'assister à la cérémonie de remise des diplômes des étudiantes et étudiants du Collège canadien des travailleurs. Cette année, notre syndicat comptait six diplômés :

La consœur Crystal Broad	Section locale 454, Delta, C.-B.
La consœur Delores Willoughby	SEH, Summerland
Le confrère Scott Cush	Section locale 37, Calgary, Alb.
Le confrère Pedro Granados	Section locale 1196, Toronto, Ont.
La consœur Jenn Mizerovsky	Section locale 1842, Kingston, Ont.
La consœur Jennifer Dimoff	Section locale 3912, Paradise, N.-É.

Recherche du CTC sur l'avantage syndical

Le CTC a profité de la fête du Travail pour publier une étude (que l'on peut trouver à www.congresdutravail.ca) sur l'avantage syndical au chapitre des salaires au Canada.

En moyenne, au pays, les emplois syndiqués offrent 5,11 \$ l'heure de plus que les emplois non syndiqués. Il vaut vraiment la peine de lire l'étude et je vous invite tous et toutes à y jeter un coup d'œil. J'étais à Ottawa pour le défilé et le pique-nique annuels de la fête du Travail. Le SFCP a profité de l'occasion pour demander encore une fois au gouvernement fédéral de convoquer un sommet national sur la crise qui menace le Canada en matière de sécurité de la retraite. Même l'Institut C.D. Howe, pourtant bien connu pour son appui au monde des affaires, a critiqué le Régime de pension agréé collectif (RPAC) proposé par le gouvernement Harper.

Réunion annuelle du Conseil de la Fédération – Halifax, juillet 2012

Les premiers ministres des provinces et des territoires du Canada ont tenu leur réunion annuelle à Halifax à la fin de juillet. J'y étais avec le président du CTC et les présidents de plusieurs des fédérations du travail du pays.

Les enjeux abordés par le SFCP avec les premiers ministres à la veille de leur réunion portaient notamment sur le financement de l'assurance-maladie, l'assurance-emploi, l'Accord économique et commercial global (AECG), la sécurité de la retraite, le financement de l'infrastructure et une politique nationale d'énergie verte et publique.

Notre lobbying direct nous a permis de constater que les premiers ministres sont insatisfaits de la façon dont le gouvernement Harper gère le financement de la santé, le gel des paiements de péréquation et les effets pour les provinces de la hausse de 65 à 67 ans de l'âge de l'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse (SV).

Énergie

Au début de septembre, à l'instigation de notre Comité national sur l'environnement et après une rencontre de nos sections locales du secteur de l'énergie, nous avons écrit aux ministres de l'énergie du Canada à la veille de leur rencontre annuelle.

Notre lettre aux ministres provinciaux portait surtout sur les enjeux suivants :

1. L'adoption du principe de l'accès à l'énergie en tant que droit fondamental.
2. La reconnaissance de la production, du transport et de la distribution de l'énergie électrique spécifiquement.
3. L'établissement du principe de base de la propriété publique de l'infrastructure et de la production de l'électricité.
4. L'élimination des mesures de dissuasion et de l'interdiction pour les services d'énergie publics d'investir dans une infrastructure énergétique verte et renouvelable et de la développer.
5. La mise en place de processus clairs pour collaborer avec les Premières Nations et les communautés locales dans le développement de l'énergie.
6. La collaboration avec le monde syndical à l'élaboration d'une stratégie de développement de la main-d'œuvre visant à former de nouveaux travailleurs et travailleuses de l'énergie afin de relever les défis démographiques posés par une main-d'œuvre vieillissante et un milieu de travail changeant.

Union internationale des opérateurs-ingénieurs (IUOE)

Nos travailleuses et travailleurs de la voirie provinciale de la Nouvelle-Écosse, membres de la section locale 1867, luttent contre le maraudage de l'IUOE dans la province. Nous avons amorcé une campagne de communication avec nos membres pour les sensibiliser au danger que représente le maraudage dans notre mouvement et pour les inciter à rejeter les ouvertures de l'IUOE. Nous avons également déposé une plainte au CTC et son médiateur a conclu que l'IUOE avait contrevenu aux statuts du CTC. Le Congrès a ordonné à l'IUOE de mettre fin immédiatement à son maraudage et l'IUOE a accepté cette décision et a convenu de s'y conformer.

3. Le point sur les régions et les divisions de service

Colombie-Britannique

À la veille de la célébration de la fête du Travail, le *New Westminster Record* a souligné la croissance du mouvement syndical en C.-B., qui s'est notamment enrichi de 15 000 nouveaux membres du SCFP en sept ans. L'article mentionnait l'excellente campagne « Ten-Percent Shift » du SCFP-C.-B. sur le soutien aux communautés locales.

Les négociations dans le secteur public de la province sont empêtrées dans le mandat zéro net du gouvernement libéral. Au moment d'écrire ces lignes, nos sections locales de l'Université de Victoria sont en position de grève légale et organisent diverses activités pour éviter la grève. Le SCFP-C.-B. a organisé un rassemblement réussi à la mi-septembre pour appuyer nos membres du secteur des services sociaux. Le SCFP-C.-B. a aussi joué un rôle actif dans l'opposition au projet de pipeline Northern Gateway.

Alberta

Les membres de la section locale 1645 du SCFP, au service du musée Glenbow, ont ressenti les effets des compressions budgétaires imposées par leur conseil d'administration. En effet, 16 membres du personnel de première ligne ont perdu leur emploi et de nombreux autres ont vu leurs heures de travail réduites.

La Fédération du travail de l'Alberta a célébré son 100^e anniversaire en juin en organisant une série d'activités qui ont pris fin par une magnifique fête en plein air à laquelle ont participé plus de 3000 syndicalistes. J'ai eu le grand privilège de prendre la parole à la conférence sur l'histoire syndicale de l'Alberta tenue dans le cadre des célébrations de la FTA.

Saskatchewan

Le SCFP-Saskatchewan a présenté un mémoire très détaillé en réponse à la consultation menée par le gouvernement Wall sur la réforme des lois du travail de la province. Tout le monde s'attend à ce que le gouvernement tente de faire adopter, sous une forme ou une autre, des lois sur le « droit au travail ».

Notre syndicat s'est aussi opposé vigoureusement au projet de construction en PPP de l'hôpital de North Battleford et du nouveau centre de chirurgie et de soins aux patients ambulatoires de Plains.

Les quelque 500 membres au service du centre Valley View poursuivent leur campagne d'opposition à la fermeture de leur établissement, prévue d'ici quatre ans.

Manitoba

Le SCFP-Manitoba a étroitement collaboré avec l'Assemblée des chefs du Manitoba pour exiger la tenue d'une enquête indépendante sur les femmes autochtones disparues et assassinées. Le SCFP-Manitoba a été le seul groupe syndical invité à prendre la parole à un rassemblement récent de l'Assemblée des chefs.

Le *Winnipeg Sun* est en mode campagne et s'en prend à la section locale 500 du SCFP pour son opposition à la privatisation des terrains de golf de la Ville de Winnipeg et au contrat conclu par la Ville avec la multinationale des eaux Veolia.

Les travailleuses et travailleurs de la santé du SCFP-Manitoba des régions rurales se préparent aux scrutins rendus nécessaires par la restructuration des soins de santé. La ministre de la Santé a décrété une « Semaine des travailleuses et travailleurs de soutien de la santé » du 15 au 19 octobre 2012.

Ontario

L'enjeu numéro un en Ontario est sans contredit l'attaque législative du gouvernement McGuinty contre les travailleuses et travailleurs des conseils scolaires, dont les 55 000 travailleuses et travailleurs de soutien représentés par le SCFP. La loi 115 impose un gel salarial de deux ans, met fin au mouvement dans les échelles salariales et modifie les dispositions relatives aux congés de maladie dans les conventions collectives.

Aucun syndicat n'avait réclamé la grève et, dans certains cas, les négociations venaient tout juste de commencer avec les conseils scolaires. Pourtant, le gouvernement a décrété que si les syndicats ne se conformaient pas au modèle de règlement des enseignants catholiques, qui ne contenait pas de hausse salariale et prévoyait des concessions au chapitre des congés de maladie et des échelles de salaire, les conditions seraient imposées par la loi. Au moment de rédiger le présent rapport, le SCFP-Ontario travaille en étroite collaboration avec les sections locales de l'éducation à préparer sa réponse à cette attaque flagrante contre nos droits de négociation.

Les sections locales du SCFP et le SCFP-Ontario ont été très visibles à beaucoup de festivals importants à Toronto (et ailleurs), aux défilés de la Fierté, au défilé caribéen et à beaucoup d'autres activités culturelles.

J'étais à Toronto le 22 août, jour anniversaire de la mort de Jack Layton, et j'ai rencontré beaucoup de militantes et militants et de membres du personnel du SCFP à la cérémonie « Cher Jack » organisée au Nathan Phillips Square.

Québec

Notre syndicat a dû participer à un vote avec la CSN après que le gouvernement eut décidé de fusionner cinq grands hôpitaux de Québec. Comme les récents votes en C.-B. et les futurs votes au Manitoba, le vote a lieu par la poste, ce qui nous pose certains défis de campagne.

La Cour supérieure du Québec a jugé que certaines parties de la *Loi sur le contrôle des dépenses* (2009), adoptée dans le cadre de la loi budgétaire omnibus fédérale, équivalaient à une restriction et contrevenaient donc à la liberté d'association garantie

par la *Charte canadienne des droits et libertés*. Le jugement profitera aux membres de la section locale 675 du SCFP au service de Radio-Canada (CBC).

Le SCFP-Québec poursuit sa campagne de protection des régimes de retraite du secteur public au Québec et appuie sans réserve la demande lancée par la FTQ en faveur d'une bonification du Régime des rentes du Québec (RRQ) afin que les travailleuses et travailleurs du Québec puissent compter sur un revenu suffisant pour leur permettre de prendre leur retraite dans la dignité.

Nouvelle-Écosse

Le gouvernement néo-démocrate dirigé par Darrell Dexter a présenté une loi visant à enchâsser les principes de la *Loi canadienne sur la santé* et à mettre fin au resquillage, limiter la surfacturation, interdire aux médecins le paiement à l'acte et stopper la cohabitation du public et du privé.

Les militants et le personnel du SCFP-Nouvelle-Écosse se sont joints à d'autres groupes progressistes pour manifester en faveur des services publics dans le cadre d'un rassemblement organisé à Halifax en même temps que la conférence annuelle des premiers ministres.

Le SCFP-Nouvelle-Écosse a tenu sa deuxième session de planification stratégique à laquelle participaient les membres de l'exécutif de la division, les membres du personnel et les présidentes et présidents des comités.

Terre-Neuve-et-Labrador

Le SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador a réussi à résister aux pires compressions proposées aux services de secrétariat dans les écoles de toute la province. Les travailleuses et travailleurs de soutien sont représentés par le SCFP.

Les négociations provinciales qui, pour notre syndicat, incluent plus de la moitié des membres de la province au service des secteurs de la santé, des conseils scolaires, du logement, des bibliothèques et du Parlement, sont en cours. Nos sections locales mettent leurs ressources en commun pour financer une campagne à frais partagés visant à accroître la visibilité de nos membres et des importants services qu'ils fournissent jour après jour aux citoyens de Terre-Neuve-et-Labrador.

À la mi-octobre, j'aurai le plaisir d'assister au congrès du NPD de Terre-Neuve-et-Labrador en tant que conférencier invité.

Nouveau-Brunswick

Le SCFP-Nouveau-Brunswick et la section locale 963 s'opposent toujours aux projets d'expansion de la société des alcools du N.-B. qui veut ouvrir 15 nouvelles succursales (non syndiquées). Cette mesure aura un effet sur le travail dans le système public.

Le conseil municipal de Saint-Jean a recommandé le rapatriement à l'interne de la partie sous-traitée des services de collecte des ordures. Cette décision donnera plus de travail aux membres de la section locale 18 du SCFP. La Ville de Saint-Jean est toujours aux prises avec une grave sous-capitalisation de son régime de retraite.

Le SCFP-Nouveau-Brunswick organise une série d'assemblées publiques sur les compressions imposées au système d'assurance-emploi du Canada et l'élimination du Conseil des arbitres de l'AE en 2013.

Île-du-Prince-Édouard

Le SCFP-Î.-P.-É. se prépare aux consultations provinciales sur les régimes de retraite et à la possibilité de l'instauration d'une forme de taxe de vente harmonisée.

Les militantes et militants de l'Î.-P.-É. poursuivent leur lobbying auprès des députés fédéraux sur les effets négatifs des changements apportés au système d'assurance-emploi, des changements qui pourraient nuire aux aides à l'éducation et à d'autres travailleuses et travailleurs de l'éducation représentés par le SCFP.

Les régimes de retraite du secteur de la santé de l'Î.-P.-É. font présentement l'objet d'un examen multisyndical avec le gouvernement. Ce dernier instaurera la TVH au printemps 2013, ce qui inquiète les Prince-Édouardiens à faible revenu.

Le SCFP-Î.-P.-É. prévoit mener une campagne sur l'AE car les changements touchent beaucoup de nos membres, en particulier ceux des secteurs de l'éducation, des municipalités et de l'éducation postsecondaire, ainsi que les travailleuses et travailleurs occasionnels du secteur de la santé.

Division du transport aérien

Les membres d'Air Canada doivent toujours composer avec les problèmes de solvabilité de leur régime de retraite. Des pourparlers ont commencé avec le gouvernement fédéral sur la nécessité de mettre en œuvre des mesures d'allégement.

Les agentes et agents de bord d'Air Transat ont voté en faveur du report de certaines hausses négociées en réponse à une demande de la société, qui éprouve des problèmes financiers.

Le SCFP a écrit à des centaines d'anciens agents et agentes de bord d'Inter-Canadien et de Canada 3000 pour leur annoncer qu'après une décennie de litiges, nous avons obtenu un règlement financier partiel en leur faveur.

Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)

Nous attendons toujours des nouvelles de la Commission des relations de travail de la C.-B. sur les résultats du scrutin postal chez les IAA pour savoir quel syndicat les représentera à l'avenir. Le vote, rendu nécessaire par le maraudage du Syndicat des infirmières et infirmiers de la C.-B., a exigé une collaboration étroite entre le SCFP et le SEH pour mener une campagne de communication avec nos membres. Nous avons reçu l'aide précieuse des IAA du SCFP de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse.

Les membres de la direction du SEH s'affairent à planifier leur congrès biennal qui aura lieu à Vancouver, du 4 au 9 novembre 2012.

4. Affaires juridiques

MacKinnon c. OMERS

Nous avons obtenu un règlement dans le dossier de la plainte déposée il y a près de 10 ans au sujet de la division des placements du régime de retraite OMERS, auquel adhèrent nos membres des municipalités et des conseils scolaires en Ontario. Les frais juridiques du SCFP ont été payés par OMERS et la question que nous avons soulevée au sujet de l'utilisation appropriée des fonds d'OMERS à des fins de placements a, selon nous, contribué au rapatriement à l'interne de ces fonctions chez OMERS.

Aides à l'éducation – Ontario

Notre syndicat a récemment reçu une troisième décision positive de la Commission des relations de travail de l'Ontario dans un conflit qui nous opposait à la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario au sujet des droits de représentation des AE engagés dans le cadre de l'initiative de maternelle à temps plein de la province. Cette dernière décision, qui concerne le conseil scolaire régional du district de York, affirme que le certificat de négociation du SCFP nous accorde les droits de représentation des nouveaux AE.

Règlement en équité salariale – Section locale 1287 du SCFP, musée de St. Catharines

Je crois qu'il est utile de souligner de temps à autre l'énorme travail accompli par notre personnel avec les sections locales dans divers dossiers d'équité salariale. Dans le cas susmentionné, nous avons conclu un protocole d'accord qui prévoit entre autres la parité des membres de la classification des associés des services d'hospitalité à temps partiel avec ceux de la classification à temps plein. Les membres à temps partiel recevront ainsi une hausse de 6,48 \$ l'heure.

Manitoba – Projet de loi 34 – Loi sur la transparence et la responsabilité en matière de partenariats public-privé

Le gouvernement néo-démocrate du Manitoba a adopté la loi susmentionnée en juin 2012. Cette loi, la première de son genre au Canada, prévoit un processus de consultation publique et des dispositions relatives à l'analyse détaillée des risques et de l'optimisation des ressources dans les projets de PPP.

Yuill c. Le Syndicat canadien de la fonction publique (Ontario)

Notre syndicat a réussi à faire rejeter cette cause sur les droits de la personne. La plaignante avait demandé l'interdiction de tout piquetage associé aux grèves ou aux lock-outs de n'importe quelle Association pour l'intégration communautaire. La décision confirme que le piquetage dans les conflits de travail est une forme d'expression protégée par la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Ontario – Projet de loi 115 – Loi mettant en œuvre des mesures de restriction dans le secteur de l'éducation (Loi donnant la priorité aux élèves, 2012)

À la fin d'août, le gouvernement libéral ontarien de Dalton McGuinty a rappelé les députés à la législature aux seules fins d'imposer des conventions collectives aux travailleuses et travailleurs de l'éducation. La loi, qui touche près de 55 000 travailleuses et travailleurs de soutien représentés par le SCFP, retire aux membres le droit de grève, impose un minimum de deux années de gels des salaires et empêche le mouvement dans l'échelle salariale là où il existe, à moins que les membres ne le paie par des journées non rémunérées. Cette loi anti-travailleuses et travailleurs met fin à tout régime de congés de maladie payés et les remplace par une convention collective qui contient un régime de congés de maladie inférieur.

La loi accorde à la ministre de l'Éducation et aux membres du Cabinet des pouvoirs décisionnels jamais vus à l'Assemblée législative. D'un trait de plume, le Cabinet peut prolonger la durée de la loi au-delà des deux années de la période de restriction. Même si elle n'est pas partie à une convention collective, la ministre doit l'approuver avant qu'elle puisse entrer en vigueur, ce qui lui donne dans les faits un droit de veto sur ce que négocient les parties aux conventions. Même pendant les années Harris en Ontario, le gouvernement n'est jamais tombé si bas.

5. Rapport sur le recrutement

Entre le 1^{er} juin et le 31 août 2012, le SCFP a poursuivi sa croissance, en accueillant 1 536 nouveaux membres répartis dans 20 unités. Les campagnes de recrutement, les votes d'allégeance et les demandes soumises à diverses commissions des relations de travail pourraient ajouter plus de 29 000 nouveaux membres à l'effectif du syndicat.

Atlantique

Le SCFP a été accrédité comme agent de négociation pour les employés de Highcrest Place, un établissement de soins de longue durée où nous avons maintenant le plaisir de représenter le personnel des services diététiques, de l'entretien et des soins infirmiers. Nous souhaitons la bienvenue à ces nouveaux membres.

Le recrutement se poursuit sur de nombreux fronts, dont ceux des soins de longue durée et du transport.

L'IUOE a tenté de faire du maraudage auprès de 1 500 membres de la voirie provinciale en Nouvelle-Écosse. Avec l'aide du Congrès du travail du Canada, nous avons pu convaincre l'IUOE de renoncer à ses tentatives de maraudage. Le travail se poursuit pour édifier une solide section locale qui répondra aux besoins de ses membres.

Maritimes

À Fredericton, l'immense majorité des employés de l'établissement de soins de longue durée Thomas Hall, qui appartient à Shannex, ont voté en faveur de l'adhésion au SCFP. Félicitations et bienvenue à ces nouveaux membres de la section locale 5103.

Les conseillers syndicaux et les membres-organiseurs de la région continuent à concentrer leurs efforts sur le secteur des soins de longue durée, où il existe de nombreuses possibilités de faire croître notre effectif en faisant du SCFP le syndicat de choix de ces travailleuses et travailleurs.

Québec

Bienvenue à nos tout nouveaux membres du Québec : plus de 700 employés de la Ville de Gatineau et sept employés des loisirs de la Ville d'Amos. Les conseillers syndicaux et les membres-organiseurs ont du pain sur la planche au Québec, avec plusieurs votes d'allégeance et campagnes de restructuration en cours. Si ces activités portent fruit, nous pourrions accueillir près de 3 900 nouveaux membres au Québec.

Ontario

Pendant la période visée, l'effectif du SCFP s'est accru de 114 membres répartis dans cinq unités. Bienvenue à nos nouveaux membres de la bibliothèque publique de Sault Ste. Marie, de la bibliothèque de Port Hope, de la bibliothèque de Pembroke, de la garderie La Joie et de la maison de retraite Sherbrooke Heights.

En Ontario, 24 campagnes de recrutement, cinq votes d'allégeance et trois demandes à la Commission des relations de travail sont en cours. Ces dossiers actifs pourraient faire grandir l'effectif du SCFP de 9 000 membres dans un avenir rapproché.

Manitoba

Bienvenue à nos nouveaux membres de la maison de transition Native Clan, de la division scolaire de Pembina Trails et de l'école Saint-Émile. Ces trois unités comprennent 80 nouveaux membres.

Les conseillers syndicaux et les membres-organiseurs mènent plusieurs dossiers, dont le plus pressant a trait à des scrutins organisés pour 6 142 membres du secteur des soins de santé dans trois régies régionales de la santé. Tous les autres syndicats participant à cette restructuration, sauf un, ont convenu de conserver leurs membres existants afin d'éviter ces votes d'allégeance.

Saskatchewan

Les employés des divisions scolaires de Prairie Spirit et de Good Spirit ont aussi opté pour le SCFP. Ces deux unités représenteront presque 160 nouveaux membres, à qui nous souhaitons la bienvenue.

En Saskatchewan, le recrutement continue de porter sur les divisions scolaires, avec quatre campagnes en cours qui couvrent environ 500 travailleuses et travailleurs de l'éducation. Une demande a été soumise à la Commission de la Saskatchewan pour le transfert de 500 cadres intermédiaires au SCFP à l'Université de la Saskatchewan.

Alberta

Nous accueillons 47 membres du personnel de soutien de la société de logement Wood Buffalo qui ont décidé que le SCFP serait leur agent de négociation.

Les organisateurs de l'Alberta mènent plusieurs campagnes actives auprès des travailleuses et travailleurs des municipalités, de l'éducation et de la santé. Ces campagnes pourraient accroître notre effectif en Alberta de plus de 900 nouveaux membres répartis dans huit unités.

Colombie-Britannique

Le SCFP accueille ses nouveaux membres en Colombie-Britannique, au service de la bibliothèque Okanagan, à Princeton. Le SCFP a trois demandes devant la Commission des relations de travail. Deux visent de nouveaux membres et l'autre a trait au transfert de compétence des employés du district de Sanich.

Les organisateurs sont actifs dans plusieurs secteurs, des municipalités à l'éducation, en passant par les services sociaux, et travaillent avec des employés qui ont demandé à être représentés par le SCFP auprès de leurs employeurs. Ces campagnes pourraient mener au recrutement de plus de 800 nouveaux membres au SCFP.

SEH

Pendant la période visée, le SEH a remporté quatre votes d'accréditation concernant près de 400 travailleuses et travailleurs qui veulent être représentés par le SCFP. Bienvenue à nos nouveaux membres de Ahmon Group, de Trillium Care Services, de ProVita Management Inc. et de la régie de la santé de Providence.

Dans mes rapports précédents, j'ai écrit que le Syndicat des infirmières et infirmiers de la Colombie-Britannique avait entrepris une campagne de maraudage auprès des IAA représentées par le SEH. Au moment de rédiger ces lignes, la Commission des relations de travail de la Colombie-Britannique n'avait pas fini de déterminer qui était admissible à voter. Cette détermination devrait être faite avant l'envoi des bulletins par la poste et leur décompte. Le SCFP a aidé le SEH à résister à cette attaque non justifiée et nous espérons que nous pourrions conserver nos membres.

Comme vous pouvez le constater, le personnel, les militants et les membres-organiseurs du SCFP ont été fort occupés. Ils continuent à travailler à un grand nombre d'accréditations potentielles, la plupart amorcées par des travailleuses et travailleurs canadiens qui veulent que le SCFP les représente.

6. Conférences et réunions du SCFP

- **Conférence nationale sur la santé et la sécurité**

La 11^e Conférence nationale du SCFP sur la santé et la sécurité doit avoir lieu à Ottawa du 12 au 14 octobre 2012.

- **Conférence nationale sur les négociations**

Notre toute première conférence nationale sur les négociations aura lieu à Ottawa du 5 au 8 février 2013. J'invite toutes les sections locales à participer à cette importante conférence, dont l'un des principaux points d'intérêt sera les séances en petits groupes. Les sections locales admissibles peuvent soumettre une demande à la Caisse de participation aux congrès et activités du SCFP.

7. Justice mondiale

Internationale des services publics (ISP)

Le SCFP a été l'hôte, en septembre, de la réunion des affiliés canadiens et québécois de l'ISP. Le but de la réunion était de se préparer au prochain congrès mondial de l'ISP, qui aura lieu à Durban, en Afrique du Sud, à la fin de novembre 2012.

Mineurs sud-africains

L'assassinat sauvage de 34 mineurs sud-africains a soulevé un tollé mondial. Notre syndicat a d'ailleurs fait parvenir une lettre au gouvernement pour dénoncer cette atrocité. Les accusations portées contre les mineurs eux-mêmes leur imputant le meurtre de leurs collègues et l'abandon subséquent de ces accusations montrent que la situation est loin d'être réglée.

Sondage de la CSI sur les violations des droits syndicaux

Le CTC a communiqué avec le SCFP pour rédiger la réponse canadienne au sondage mondial de la CSI sur les violations des droits syndicaux.

Syndicat des travailleuses et travailleurs municipaux d'Afrique du Sud (SAMWU)

Notre agente principale des questions internationales, la consœur Kelti Cameron, a représenté le SCFP au congrès du SAMWU tenu en Afrique du Sud en août. Le SAMWU est notre syndicat affilié et nous entretenons avec lui des relations de longue date, notamment avec un projet sur une analyse de la sous-traitance selon les sexes.

Conférence mondiale sur le sida

La deuxième rencontre de stratégie du SCFP sur le sida aura lieu à Ottawa, à l'Hôtel National, les 29 et 30 octobre 2012. Cette rencontre, qui portera sur le travail réalisé par le SCFP dans le dossier du sida, regroupera des militants et des membres du personnel qui connaissent bien la question, comme des membres du Comité national du triangle rose et du Conseil autochtone, de même que des membres de sections locales du SCFP qui sont au service d'organismes d'aide aux personnes atteintes du sida. Nous inviterons aussi certains de nos alliés comme le CTC, la Fondation Stephen-Lewis, la Société canadienne du sida et le Réseau canadien autochtone du sida. Ce travail arrive dans la foulée de la participation du SCFP à la Conférence mondiale sur le sida, tenue à Washington, D.C., du 22 au 27 juillet. Le SCFP y avait délégué quatre militants et un représentant du personnel national. Le contingent du SCFP était l'un des plus importants du mouvement syndical à la conférence. La présence du SCFP a permis que d'importants enjeux soient abordés du point de vue des travailleurs à la conférence, comme la nécessité de renforcer le secteur public pour lutter contre cette pandémie.

Sommet de la société civile

Le 13 septembre, le Conseil des Canadiens a regroupé tout un éventail de militants en environnement, droits de la personne, droits des femmes et défense des immigrants, ainsi que des agriculteurs, des étudiants et des organisations syndicales qui sont venus dénoncer le programme de Stephen Harper, un programme qui changera le Canada en profondeur. La rencontre a été organisée pour permettre aux groupes qui luttent contre l'austérité et les attaques contre les services et les travailleurs d'agir plus efficacement

pour retrouver un Canada qui répond à leurs valeurs. Le SCFP aura plus de détails sur cette nouvelle coalition et ses projets au cours des mois qui viennent.

8. Notes personnelles et *In memoriam*

In memoriam

J'ai la tristesse de devoir signaler que la violence conjugale a fait une autre victime parmi nos membres. La consœur Denise Joudrey, membre de la section locale 4970 du SCFP, à Cole Harbour, en Nouvelle-Écosse, a été tuée le 30 juin. Nous offrons nos condoléances à sa famille.

Nous pleurons aussi la mort du confrère Sylvain Ferland, au service de la Société de transport de Montréal (STM) depuis 23 ans et membre de la section locale 1983 du SCFP, qui a perdu la vie au travail le 14 août. Le confrère Ferland, chauffeur d'autobus à la STM, faisait le trajet 196 lorsque l'accident s'est produit, au coin de la 55^e avenue et de l'avenue Lindsay, à Dorval. L'autobus s'est renversé sur le côté et le confrère Ferland a été coincé sous le véhicule.

J'ai aussi offert, au nom du SCFP, mes condoléances à la famille du confrère Duncan Haslam, retraité du bureau régional de l'Ontario, décédé le 5 juillet et à la famille de la consœur Angela Bromley, retraitée du bureau national, décédée le 19 septembre.

Retraites

J'offre mes remerciements, mes félicitations et mes vœux les plus sincères aux membres du personnel qui ont annoncé leur intention de prendre leur retraite.

La consœur Linda J. Jewett, bureau régional de l'Ontario – 1^{er} août 2012
Le confrère Brian Atkinson, bureau régional de l'Ontario – 1^{er} septembre 2012
La consœur Judith M. Cameron, bureau national – 1^{er} septembre 2012
Le confrère Paul Tétrault, bureau régional de la C.-B. – 1^{er} septembre 2012
Le confrère Anthony Pizzino, bureau national – 1^{er} octobre 2012
La consœur Lise Lauzon, bureau régional de Charlottetown – 1^{er} octobre 2012
Le confrère Michel Bibeault, bureau régional du Québec – 1^{er} octobre 2012
La consœur Nancy Parker, bureau national – 1^{er} octobre 2012
La consœur Line Deschamps, bureau national – 1^{er} mars 2013
La consœur Sandra R. Oakley, bureau régional du Manitoba – 1^{er} mars 2013
La consœur Suzanne Germain, bureau de Québec – 1^{er} mars 2013

9. Conclusion

Comme on peut le constater clairement en survolant ce qui n'est qu'une fraction du travail qui attend les militantes et militants et le personnel du SCFP, il y aura de nombreux défis à relever sur une série de fronts.

Mais surtout, on se rend compte que les attaques lancées contre notre droit à la libre négociation collective, pourtant acquis de longue date, s'intensifient et qu'elles exigeront une réaction bien pensée de notre syndicat. Je sais que nous y arriverons et, comme toujours, je remercie nos militantes et militants et notre personnel pour les efforts incessants qu'ils déploient jour après jour.

Dans le cadre de mes fonctions comme président national, je rédige de nombreuses lettres de félicitations et de condoléances, et je reçois souvent des réponses très touchantes, dont l'une en particulier qui montre bien l'étoffe dont sont faits nos militants partout au Canada.

Voici les mots du président et militant de la section locale 831, le confrère Bill McLoughlin :

« Cher confrère Paul, merci à vous et aux membres du SCFP pour le magnifique prix de service et le blouson du SCFP que vous m'avez remis pour souligner mon départ à la retraite à la Ville de Brampton. Après plus de 35 ans, il est bon de savoir que vos pairs vous apprécient. J'ai aimé chaque minute de mon travail.

En toute solidarité, merci, Bill McLoughlin (toujours membre de la section locale 831) »

Comme je l'ai dit, je crois que ces mots sont typiques des personnes extraordinaires que sont nos militantes et militants et les membres de notre personnel et, au nom de nos 620 000 membres, je vous salue toutes et tous.

En toute solidarité,

Le président national,



PAUL MOIST

:nr/sec